

Ladrière, Jean, Le Système politique belge : Situation 1970, No 500 du Courrier Hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP), Bruxelles, 20 novembre 1970, 32 p.

Ferry de Kerckhove

Volume 3, numéro 3, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700220ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700220ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

de Kerckhove, F. (1972). Compte rendu de [Ladrière, Jean, Le Système politique belge : Situation 1970, No 500 du Courrier Hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP), Bruxelles, 20 novembre 1970, 32 p.] *Études internationales*, 3(3), 416–417.
<https://doi.org/10.7202/700220ar>

LIVRES

LADRIÈRE, Jean, *Le Système politique belge : Situation 1970*, No 500 du *Courrier Hebdomadaire* du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (CRISP), Bruxelles, 20 novembre 1970. 32p.

S'il peut paraître étonnant de recenser une si petite brochure, deux faits militent en faveur de ce petit travail : tout d'abord, faire connaître le C. R. I. S. P. à ceux qui n'en auraient jamais entendu parler et ensuite, rendre hommage à la qualité de la synthèse de Ladrière qui permet à peu de frais, de connaître les racines profondes de la « crise » belge.

De temps à autre, le « cas » belge suscite des commentaires au Canada, et plus particulièrement au Québec où l'on perçoit une parenté de problèmes sans toutefois en connaître les données. On en voudra pour preuve la définition différente du terme « fédéraliste » au Québec et en Belgique. En gros, le fédéraliste canadien est celui qui oriente sa conception de la répartition des pouvoirs dans le cadre d'un partage équitable entre le pouvoir central et les provinces, cette conception juridique étant complétée par une conception politique du fédéralisme qui aspire à l'unité du territoire. Au contraire, le fédéraliste belge, s'il ne remet pas nécessairement en cause l'unité du territoire national n'en préconise pas moins nettement une nouvelle répartition des pouvoirs à l'avantage des régions et, de ce fait, demande davantage qu'une décentralisation administrative. Il appert que les données du problème sont différentes et qu'il ne suffit pas de constater que l'un des systèmes possède déjà une structure fédérale alors que l'autre présente *théoriquement* une forme unitaire.

Le petit essai de Jean Ladrière nous fournit justement ces données. Bien plus, il procède à une étude comparative dans le temps, en partant de la situation en 1965, telle que ses caractéristiques en sont établies dans le Cahier 138 de la Fondation nationale des Sciences politiques sur *La Décision politique en Belgique*. L'essai de Ladrière montre ce qui a changé depuis quant à la conception générale 1) de

la forme de l'État, 2) du pluralisme idéologique et 3) de la distribution du pouvoir économique, qui sont les trois points de repères fondamentaux pour comprendre la société et la vie politique belges.

En ce qui concerne le problème de la forme de l'État, c'est-à-dire la coexistence des deux communautés linguistiques, Ladrière nous fait comprendre en peu de pages l'étonnante convergence des tendances wallonnes et flamandes, les revendications économiques et culturelles ayant atteint leur pleine maturation depuis les années soixante dans les deux régions. Avant 1960, la teneur générale des revendications n'était pas la même d'une région à l'autre. Il s'est créé un processus d'égalisation dans l'opposition. Malheureusement, convergence ne signifie pas coïncidence, d'une part, et le statut à donner à l'agglomération bruxelloise ne peut pas reposer sur cette convergence bilatérale, d'autre part. En outre, des structures fédérales s'instaurant d'elles-mêmes, surtout au niveau des partis, ce qui a pour effet (temporaire ?...) de réduire fortement la stabilité d'un régime qui n'a pas la capacité juridique ni systémique de résister à de telles pressions sans se transformer. Sur le plan communautaire, il est donc difficile, en dépit de récentes tentatives de révision constitutionnelle de prévoir une simple régionalisation ou au contraire une fédéralisation complète. C'est la conclusion de Ladrière que vient confirmer le résultat confus des dernières élections.

Si le thème du pluralisme éveille des échos familiers un peu partout et surtout au Canada, il prend une forme particulière en Belgique : la solution de la question scolaire des années passées contient en elle des germes de pluralisme susceptibles d'accroître la confusion. Ce n'est paradoxalement pas parce que le compromis réalisé suscite des mécontentements mais bien au contraire parce que son succès même ne justifie plus l'allégeance translinguistique des catholiques. On assiste à une remise en cause de la nécessité d'un parti chrétien et, par-delà ce phénomène de sociologie politique, de l'adhésion des catholiques à une politique centralisatrice et autoritaire de ce qui était pour eux presque « un parti unique ». Du côté des

socialistes, une remise en cause doctrinale se fait jour.

À ces problèmes s'ajoutent ceux de l'investissement étranger en Belgique, de la dimension des régions économiques futures dans le cadre européen et surtout du dilemme entre le contrôle extérieur et intérieur que doit exercer un État dont on veut simultanément diminuer le pouvoir de contrôle centralisateur. Jusqu'aux syndicats qui se trouvent en difficulté alors qu'ils sont débordés par l'action radicale de certains milieux ouvriers (grèves sauvages de 1970). Ils pourraient être amenés, soit à favoriser la centralisation politique s'ils conservent le contrôle de leur base, soit, au contraire, à favoriser la régionalisation si les mesures générales-nationales qu'ils proposent ne recueillent pas l'adhésion des militants. L'auteur n'est pas loin de penser que la sclérose des syndicats traditionnels en Belgique a conduit à une tri-polarisation des forces économiques : patronat-organisations syndicales-classe ouvrière.

Telles sont les données générales du problème. La deuxième partie de ce petit essai est consacré à l'interprétation de cette évolution et l'auteur aboutit à une conclusion « d'indétermination totale » quant à l'avenir de la société belge. On peut aisément partager ce point de vue car la Belgique a toujours donné l'impression d'une évolution marquée par la précarité de ses équilibres multiples : cléricanisme-anti-cléricanisme, progressisme-conservatisme, bipartisme de gouvernement dans le tripartisme. Les coalitions de gouvernement ont toujours permis un certain progrès dans l'instabilité, mais il est évident qu'un changement de structures en raison du problème communautaire va bouleverser cet équilibre traditionnel. Dans quel sens ? Nul ne le sait.

Ferry de KERCKHOVE

*Science politique,
Université Laval.*

F. FONTVIEILLE-ALGUIER, *Les Français dans la drôle de guerre*, (Coll. « *L'Histoire que nous vivions* », Paris, 1971, 471p.

La France de 1939-40 a suscité une très abondante production historique ou littéraire. Fontvieille-Alguier lui consacre aussi un volu-

me. L'essayiste se tourne vers un sujet d'histoire. Le titre semble annoncer une étude de la population française au cours de cette guerre tellement étrange qu'elle conservera le qualificatif « drôle ». L'auteur, en effet, traite ce sujet, mais il écrit de longs chapitres sur la politique du gouvernement pendant cette crise.

Fontvieille-Alguier reprend volontiers le style satirique qu'il utilisa dans son pamphlet sur la Ve révolution « Réapprendre l'irrespect ». Avec des nuances parfois cyniques, il évoque l'opinion publique durant l'automne et l'hiver 1939-40. Il montre comment la population subit les événements et se trouve acculée à la guerre sans parvenir à une forme d'unanimité nationale. Le Français de 1940 est devenu un citoyen sans conviction solidement établie. De la collaboration avec l'ennemi jusqu'au pacifisme, aucune des tendances de l'opinion saura véritablement faire face à l'éventualité du conflit.

L'ouvrage veut montrer comment cette déliquescence n'est que le reflet ou le résultat de la vie politique nationale. Daladier et ses ministres, Gamelin et son état-major ne sont que piètres politiciens et militaires sans stratégie. L'auteur ici rédige beaucoup de pages sur les arcanes d'une Troisième république, par ailleurs très bien connue. Mais il insiste, non sans originalité, sur l'absence d'envergure des hommes et de la politique. Fontvieille-Alguier reprend les termes d'abandon pour caractériser la diplomatie française à cette époque. Le Quai d'Orsay se tient à la remorque du *Foreign Office*. Les alliés franco-anglais tentent d'échapper à la guerre, que pourtant ils ont déclarée. Ils demeurent inactifs quand la Pologne se fait écraser, mais ils s'émeuvent en faveur de la Finlande attaquée à son tour pendant l'hiver 1940. Il est vrai que, cette fois, l'agresseur est l'URSS. L'auteur soulève ici la question fondamentale. Les Franco-Anglais, ou du moins leurs diplomates, semblent beaucoup hésiter entre l'antifascisme et l'anticommunisme. Ils se scandalisent quand Staline conclut un pacte de non-agression avec Hitler. Mais ce pacte, ils le cherchaient aussi. Sur le pacte germano-soviétique le livre présente une analyse d'autant plus intéressante qu'elle est rare dans les ouvrages de vulgarisation publiés en Occident. Il montre que les attermolements de Londres et Paris poussent l'URSS à établir son propre réseau d'alliances et de défense.

Depuis la campagne anticommuniste qui se développe en France, jusqu'à la déroute mili-